



e paie
employeur
-ION SY

Bulletin de

Bulletin d

7 Bd de Ch

3100 M

3100 MONTRE

AVIS D'IMPÔT SUR LE REVENU

à rédiger

VIVRE EN BELGIQUE

LES IMPÔTS

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	4
L'IMPÔT FÉDÉRAL	6
L'IMPÔT RÉGIONAL	14
L'IMPÔT COMMUNAL	18

FICHE 01 INTRODUCTION

INTRODUCTION

À QUOI SERT L'IMPÔT ?

La consultation du guide *Vivre en Belgique* a permis de découvrir un certain nombre de services publics c'est-à-dire de services assurés par les administrations au profit des personnes qui vivent en Belgique. Citons notamment, l'enseignement obligatoire, les services de secours (pompiers, policiers, protection civile), l'administration de la justice, les centres publics d'aide sociale etc.

Pour financer ces différents services, la Belgique en appelle entre autres à la contribution des personnes qui vivent en Belgique voire même aussi, dans certains cas, à celle des personnes qui consomment des biens et services en Belgique.

L'impôt est souvent présenté comme un mal nécessaire – il faut payer – alors que l'impôt peut également être compris comme le signe de la participation à une population qui bénéficie de la protection d'un État. C'est en effet parce qu'une personne vit en Belgique qu'elle bénéficie d'une protection sociale^[01] et de différents services publics. En contrepartie de ces droits, la personne est titulaire de devoirs, dont celui de contribuer au financement de ces divers services.

DIFFÉRENTES CATÉGORIES D'IMPÔTS

On peut distinguer les impôts de deux manières

- suivant leur principe de perception :
 - ◆ l'impôt direct est dû nominativement par une personne physique ou par une personne morale^[02] : il est proportionnel aux revenus de cette personne. Le plus connu d'entre eux est l'impôt sur les revenus ;
 - ◆ l'impôt indirect est prélevé à l'occasion d'opérations précises (par exemple, une vente, une fourniture de service, une donation) indépendamment de la personne. Ainsi, la taxe sur la valeur ajoutée^[03] correspond à un pourcentage du prix d'un bien ou d'un service et n'est pas liée aux revenus du consommateur qui doit la payer.
- suivant l'autorité qui en bénéficie :
 - ◆ les impôts fédéraux : ils alimentent le budget de l'État fédéral ;
 - ◆ les impôts régionaux : ils alimentent le budget des Régions ;
 - ◆ les impôts communaux : ils alimentent le budget des communes.

[01]. La protection sociale peut être plus ou moins étendue suivant le type de droit au séjour dont bénéficie la personne de nationalité étrangère (voir chapitre Les statuts de séjour).

[02]. La personne morale est un groupement de personnes physiques, qui a ses propres droits et obligations indépendamment de celles des personnes physiques qui constituent le groupe. Parmi les personnes morales, on trouve les sociétés commerciales, les asbl, les mutuelles, les fondations.

[03]. Voir ci-dessous, fiche 2



FICHE 02 L'IMPÔT FÉDÉRAL

L'IMPÔT FÉDÉRAL

Les impôts qui alimentent le budget de l'État fédéral sont essentiellement^[01] :

- l'impôt sur les revenus : impôts perçus par l'État sur les revenus d'une personne physique ou d'une personne morale^[02] ;
- la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : impôt sur les biens et les services, qui est supporté par le consommateur final et qui est perçu par étapes successives, à savoir à chaque étape dans le processus de production et de distribution. C'est donc la valeur ajoutée qui est taxée à chaque étape ;
- les droits d'enregistrement : impôts perçus par l'État lors de l'enregistrement d'un acte ou d'un écrit dans un registre (exemple, un bail, un acte notarié, un jugement...).

La taxe sur la valeur ajoutée et les droits d'enregistrement ne nécessitent aucune démarche particulière : il s'agit d'impôts indirects qui viennent s'ajouter au prix d'un bien ou d'un service (TVA) ou qui sont réclamés lors de l'inscription d'un écrit dans un registre officiel (enregistrement).

L'impôt sur les revenus nécessite que la personne physique ou morale fasse connaître ses revenus. Dans les lignes qui suivent, nous nous intéressons uniquement à la déclaration à l'impôt des personnes physiques qui vivent en Belgique^{[03][04]}.

REVENUS IMPOSABLES

Les revenus imposables constituent la base sur laquelle est calculé l'impôt. Il existe différentes catégories de revenus imposables :

- les revenus immobiliers : les revenus des terrains, des maisons, appartements ;
- les revenus mobiliers (revenus de capitaux investis, intérêts de carnet d'épargne) (voir chapitre Vie quotidienne, fiche la banque)
- les revenus professionnels : rémunération des travailleurs, revenus de remplacement (allocations de chômage, prépensions, indemnités de mutuelle, indemnités complémentaires de maladie ou d'accident), pensions... ;
- Avantage en nature : Certaines sociétés accordent à leurs travailleurs des avantages supplémentaires : des chèques-repas, indemnité de transport, une voiture de société, un logement gratuit, un gsm...^[05]

Certains de ces avantages ne seront pas pris en compte dans le calcul du revenu imposable d'autres, bien.

- les revenus divers : les pensions alimentaires perçues d'un proche, les bénéfices ou profits occasionnels.

[01]. Voir <http://www.belgium.be/fr/impots/>

[02]. La personne morale est un groupement de personnes physiques, qui a ses propres droits et obligations indépendamment de ceux des personnes physiques qui constituent le groupe. Parmi les personnes morales, on trouve les sociétés commerciales, les asbl, les mutuelles, les fondations.

[03]. Nous ne développons donc pas l'impôt sur les revenus des personnes morales ni l'impôt des personnes qui ne résident pas en Belgique (impôt des non-résidents).

[04]. Les explications qui suivent sont largement reprises du site <http://www.belgium.be/fr/impots/>

[05]. http://www.belgium.be/fr/impots/impot_sur_les_revenus/particuliers_et_independants/revenus_imposables/avantages_de_toute_nature/ Et <http://www.references.be/carriere/combien-va-co%C3%BBtera-votre-voiture-de-soci%C3%A9t%C3%A9-en-2012>

Pour chacune de ces catégories de revenu, il existe des règles spécifiques pour déterminer le revenu net et l'imposition. Par exemple, pour obtenir le montant net des revenus professionnels sur lesquels est calculé l'impôt, il faut déduire du salaire brut les cotisations sociales et les frais professionnels (forfaitaires ou réels^[06]) (voir chapitre emploi, fiche 4).

En outre, certains frais peuvent être déduits de l'ensemble des revenus : exemple, les frais de garde pour les enfants de moins de 12 ans.

QUELQUES MOMENTS IMPORTANTS POUR LA PERCEPTION

DES IMPÔTS SUR LES REVENUS

Le Service Public Fédéral Finances se manifeste à différents moments auprès de la personne qui perçoit des revenus :

- **de manière directe** : une fois par an, par l'envoi de la déclaration d'impôts (voir ci-dessous) mais également, pour les propriétaires d'un bien immobilier (terrain, maison ou appartement), par l'envoi d'une invitation à payer le précompte immobilier^[07].

Alors que la déclaration d'impôts concerne l'ensemble des revenus perçus au cours de l'année civile précédente, le précompte immobilier concerne uniquement le revenu immobilier perçu par la personne. Il est payé une fois par an, sur le revenu établi par l'administration fiscale pour l'année en cours : le précompte immobilier payé en 2012 correspond au revenu établi pour l'année 2012.

Le précompte immobilier est une avance sur le paiement des impôts sur les revenus. Le montant payé en 2012 viendra en déduction du calcul global de l'impôt sur les revenus, qui sera réalisé par l'administration fiscale au cours de l'année 2013 ;

- **de manière indirecte** : tous les mois, les travailleurs salariés perçoivent une rémunération sur laquelle leur employeur est tenu de prélever un montant destiné à l'administration fiscale. Ce prélèvement obligatoire, dont le montant est fixé par l'administration fiscale, constitue le précompte professionnel (voir chapitre emploi, fiche 4).
- Un précompte professionnel est également prélevé sur les allocations de chômage, sur les indemnités de l'assurance maladie-invalidité, sur les pensions et sur les prépensions (voir chapitre La sécurité sociale, fiche 3 les différents secteurs de la sécurité sociale).

Le précompte professionnel est une avance sur le paiement des impôts sur les revenus. Le montant payé en 2012 viendra en déduction du calcul global de l'impôt sur les revenus qui sera réalisé par l'administration fiscale au cours de l'année 2013.

[06]. Les frais professionnels réels nécessitent que le travailleur fournisse des pièces justificatives (factures) alors que le forfait est un montant déterminé par la réglementation.

[07]. Il s'agit de l'avertissement-extrait de rôle précompte immobilier.

LA DÉCLARATION D'IMPÔT

Chaque année, il faut remplir, pour le 30 juin au plus tard, une déclaration des revenus perçus au cours de l'année civile précédente. Ainsi, au 30 juin 2012, il faut déclarer les revenus perçus du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011.

Toute personne tenue au paiement d'impôt reçoit un courrier postal du Service Public Fédéral Finances pour lui rappeler cette obligation.

La déclaration des revenus peut se faire

- par voie électronique ;
- sur support papier.

La déclaration à l'impôt des personnes physiques comporte deux parties, la partie 1 devant toujours être complétée. La partie 2 ne doit être complétée que par les dirigeants d'entreprises et les indépendants, ainsi que par les personnes qui ont recueilli des revenus de capitaux et biens mobiliers et/ou des revenus divers^[01].

LES SERVICES D'AIDE POUR REMPLIR LA DÉCLARATION D'IMPÔT

Plusieurs types d'aide sont mis à la disposition des contribuables^[02] pour remplir leur déclaration à l'impôt des personnes physiques.

- **des brochures** : des brochures explicatives sont jointes à la déclaration papier envoyée par courrier postal. Elles répondent déjà à un certain nombre de questions ;
- **le recours à l'administration fiscale** : il est possible à toute personne de
 - ◆ consulter la liste des réponses aux questions les plus fréquemment posées au SPF Finances ;
 - ◆ téléphoner au contact center du SPF Finances (02/572.57.57 – tarif ordinaire) chaque jour ouvrable de 8h à 17h ;
 - ◆ se rendre à une permanence d'un fonctionnaire de l'administration fiscale. Elles sont organisées, pendant la période de remplissage des déclarations d'impôt, dans certaines communes et certains centres commerciaux.

[01]. En réalité, la partie 1 est systématiquement envoyée à tous les contribuables. La partie 2 doit être demandée à l'administration fiscale par les personnes qui sont tenues de la remplir mais qui ne l'auraient pas reçue.

[02]. Le contribuable est la personne qui est tenue de contribuer au financement par l'impôt. En termes juridiques, le contribuable est la personne assujettie au paiement de l'impôt.

- le recours au Bureau local de taxation : si la question est complexe ou nécessite l'examen de son dossier personnel, mieux vaut s'adresser au bureau local de taxation compétent. Ses coordonnées figurent sur la déclaration. En principe, une permanence y est prévue au minimum 2 demi-journées par semaine.



Attention : cette possibilité n'est offerte qu'au cours de la période pendant laquelle les déclarations doivent être remplies. Mieux vaut s'y prendre à temps car les derniers jours du mois de juin voient chaque année des files importantes devant les bureaux de taxation.

Certains services sociaux et syndicats peuvent également venir en aide aux personnes qui éprouvent des difficultés à remplir leur déclaration d'impôt.

PRÉCAUTIONS À PRENDRE EN CAS DE DÉCLARATION ÉLECTRONIQUE

LA DÉCLARATION ÉLECTRONIQUE NE PEUT ÊTRE FAITE AU DERNIER MOMENT CAR

- elle nécessite que le contribuable soit au préalable enregistré : il doit se rendre sur le site www.taxonweb.be et s'enregistrer
 - soit grâce à un token (codes d'accès personnels) qu'il faut au préalable commander et qui est ensuite envoyé par courrier postal au contribuable.^[03]
 - soit grâce à la carte d'identité électronique^[04] et un lecteur de carte d'identité électronique.
- les derniers jours du mois de juin, l'accès au site tax on web peut être difficile voire impossible, vu le grand nombre d'internautes en ligne.

[03]. Les codes d'accès reçus une année restent valables pour les années ultérieures.

[04]. Voir http://www.belgium.be/fr/famille/identite/carte_d_identite/

L'AVERTISSEMENT-EXTRAIT DE RÔLE

Après vérification de la déclaration et peut-être aussi un contrôle fiscal, le calcul de l'impôt est fait par l'administration fiscale qui envoie ensuite au contribuable un avertissement-extrait de rôle.

Ce document reprend les différents revenus, les frais admis par l'administration et le calcul de l'impôt. Il précise en final si le contribuable va être remboursé ou, au contraire, s'il doit payer un impôt. En cas de remboursement, il est conseillé de vérifier que le numéro de compte bancaire indiqué sur l'avertissement-extrait de rôle est bien correct. Si ce n'est pas le cas, il importe de prévenir par écrit le service de taxation.

En cas de paiement d'impôt, le contribuable a un délai de deux mois qui est précisé sur l'avertissement-extrait de rôle.

En cas de difficulté à payer l'impôt, il est conseillé au contribuable de contacter le receveur des contributions pour lui demander d'accorder des facilités de paiement. Les coordonnées du receveur sont précisées sur l'avertissement-extrait de rôle.

Le contribuable qui n'est pas d'accord avec le calcul d'imposition peut introduire une réclamation. Les modalités d'introduction d'une réclamation sont précisées sur l'avertissement-extrait de rôle.

POUR PLUS D'INFORMATIONS EN CAS DE DÉSACCORD :

http://www.belgium.be/fr/impots/impot_sur_les_revenus/particuliers_et_independants/reclamation/

L'octroi d'avantages sociaux (allocation d'études (voir chapitre L'enseignement, fiches 1 et 2), prêt social, prime au logement (voir chapitre Le logement)...) est souvent soumis à des conditions de revenus. En général, il est possible de justifier le montant de ses revenus à l'aide de l'avertissement-extrait de rôle. Il est donc conseillé de conserver ce document et ses annexes.

QUELQUES CONSEILS POUR ÉVITER DE MAUVAISES

SURPRISES EN MATIÈRE D'IMPÔT

La procédure d'établissement de l'impôt est longue : concrètement les revenus perçus par le contribuable au cours de l'année 2011 ne sont déclarés qu'au cours du printemps 2012 avant le 30 juin) et si un paiement d'impôts intervient, ce sera peut-être à la fin 2012, voire au début de l'année 2013.

Or, entre 2010 et 2012, la situation du contribuable peut avoir changé : modification de la structure familiale, perte d'emploi, maladie...

Pour éviter au maximum des problèmes financiers, voici quelques conseils :

- conserver au même endroit tous les documents et courriers reçus notamment de l'administration fiscale, de l'employeur, du syndicat, de la mutuelle ainsi que les attestations reçues de l'école ou de la crèche pour les frais de garde des enfants de moins de 12 ans. Tous ces documents sont utiles pour remplir la déclaration d'impôt ;
- le travailleur qui travaille à temps partiel pour plusieurs employeurs différents peut demander à l'un de ses employeurs de prélever un précompte professionnel plus élevé.

En effet, l'impôt est non seulement proportionnel – plus les revenus sont élevés, plus l'impôt est important – mais également progressif : l'impôt est calculé sous forme de pourcentage de l'ensemble des revenus, or le pourcentage s'élève en fonction des tranches de revenus. Un employeur qui occupe un travailleur à temps partiel prélève donc un précompte professionnel plus faible que s'il occupait ce travailleur à temps plein. Si un travailleur est engagé à temps partiel par deux employeurs différents, chacun des employeurs prélève un précompte professionnel comme si le travailleur n'avait pas d'autres revenus professionnels or la somme des deux précomptes professionnels peut s'avérer insuffisante en fonction de la tranche de revenus totaux du travailleur. Le travailleur a le droit de demander à l'un de ses employeurs de majorer le montant du précompte professionnel afin de ne pas avoir à payer un impôt trop élevé ultérieurement ;

- Le travailleur à temps partiel peut aussi faire lui-même des versements anticipés afin d'éviter un réajustement plus tard. Un versement anticipé permet de recevoir un bonus d'impôts qui s'ajoute à la somme que a été prélevée. Plus on effectue les versements tôt dans l'année d'imposition, plus le pourcentage du bonus est élevé et donc moins il faudra payer d'impôts ensuite.^[01]
- le site du Service Public Fédéral Finances met à disposition un programme informatique permettant à chacun de calculer à l'avance et de manière anonyme l'impôt qui sera établi par l'administration fiscale. Pour recourir à ce programme, appelé Tax-Calc, le contribuable doit au préalable remplir sa déclaration d'impôt car les codes et chiffres repris dans ce document sont nécessaires pour le fonctionnement du programme.

POUR PLUS D'INFORMATIONS :

<http://ccff02.minfin.fgov.be/taxcalc/app/anonymous/public/calcbbox/home.do>

[01]. <http://minfin.fgov.be/portail2/fr/themes/declaration/prepay.htm>

FICHE Q3 L'IMPÔT RÉGIONAL

L'IMPÔT RÉGIONAL

La fiscalité régionale trouve son origine dans la loi spéciale de financement des Communautés et des Régions du 16 janvier 1989.

Cette loi organise le financement des Régions à travers deux principes :

- le principe du transfert d'un certain nombre d'impôts fédéraux vers les Régions ;
- le principe constitutionnel selon lequel les Régions peuvent elles-mêmes lever des taxes, pour autant que la matière ne soit pas déjà taxée par l'État fédéral.

Certaines taxes sont directement prélevées par les Régions : voir ci-dessous.

D'autres sont prélevées par l'État fédéral qui en transfère ensuite le montant à la Région concernée : c'est le cas par exemple du précompte immobilier, des droits de succession (taxe prélevée sur le montant recueilli par une personne qui bénéficie d'un héritage à la suite d'un décès), des droits de donation (taxe prélevée sur le montant recueilli par une personne qui bénéficie d'une donation), de la taxe de circulation sur les véhicules automobiles (voir chapitre Vie quotidienne, fiche 5 Les transports).

EN RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE,

on compte 12 taxes directement prélevées par la Région, dont les plus connues sont :

- la taxe régionale autonome à charge des chefs de ménage : elle est en principe^[01] due par tout chef de ménage qui, au 1^{er} janvier, occupe un immeuble dans la Région de Bruxelles-Capitale, à titre de résidence principale ou secondaire. Voir à ce sujet <http://www.bruxelles.irisnet.be/vivre-a-bruxelles/taxes-regionales/taxes-regionales/taxe-a-charge-des-chefs-de-menage>
- la taxe régionale autonome à charge des entreprises et des indépendants : elle est en principe due par toute personne physique, personne morale ou association de fait^[02] qui, au 1^{er} janvier, occupe un immeuble sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale pour y exercer ses activités. Les activités peuvent être lucratives (pour les indépendants et sociétés commerciales) ou non lucratives (pour les asbl).

Voir à ce sujet <http://www.bruxelles.irisnet.be/travailler-et-entreprendre/impots-et-taxes/impots-et-taxes/taxe-regionale-pour-les-entreprises-et-les-independants>

[01]. Des exemptions sont prévues par la réglementation.

[02]. La personne morale est un groupement de personnes physiques, qui a ses propres droits et obligations indépendamment de ceux des personnes physiques qui constituent le groupe. Parmi les personnes morales, on trouve les sociétés commerciales, les asbl, les mutuelles, les fondations. Une association de fait est un groupe de personnes qui décident d'entreprendre ensemble et ouvertement une ou plusieurs activités de façon plus ou moins durable sans constituer une personne morale. L'association de fait n'a pas de personnalité juridique distincte de celle des personnes physiques qui la composent.

POUR PLUS D'INFORMATIONS SUR LES AUTRES TAXES DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE :

<http://www.bruxelles.irisnet.be/vivre-a-bruxelles/travailler-et-entreprendre/impots-et-taxes>

Il est à noter que depuis le 1^{er} janvier 2002, la possession d'une télévision ou d'une auto-radio n'est plus taxée en Région bruxelloise.

EN RÉGION WALLONNE

les taxes directement prélevées par la Région sont notamment :

la redevance radio-télévision : taxe annuelle qui frappe le fait de détenir une télévision ou un autoradio. Des exemptions sont prévues par la réglementation. la taxe sur le déversement des eaux usées domestiques et industrielles : taxe prélevée sur le rejet d'installations sanitaires, de cuisine ou de lessive des personnes physiques ou morales et sur les eaux usées industrielles. Des exemptions sont prévues par la réglementation.

EN RÉGION FLAMANDE

les taxes directement prélevées par la Région sont essentiellement :

- la taxe sur les immeubles et/ou habitations inoccupés^[03] : la taxe frappe des immeubles d'habitation inoccupés ou abandonnés pendant une période consécutive de douze mois.
- la taxe sur les locaux industriels inoccupés^[03] : la taxe frappe des immeubles industriels qui ont été enregistrés comme inoccupés ou abandonnés pendant une période de deux ans.

Voir à ce sujet http://www.vlaanderen.be/servlet/Satellite?c=Solution_C&cid=1098282612712&context=1141721623065&p=1183730847285&pagename=Infolijn%2FView

POUR PLUS D'INFORMATIONS SUR LES TAXES DE LA RÉGION FLAMANDE :

<http://belastingen.vlaanderen.be/nlapps/default.asp>

[03]. En Région wallonne et en Région de Bruxelles-Capitale, une telle taxe existe aussi mais elle relève de la libre appréciation de chaque commune et est donc prélevée au niveau communal.



FICHE 04
L'IMPÔT COMMUNAL



L'IMPÔT COMMUNAL

Les communes peuvent aussi prélever certaines taxes.

LA TAXE ADDITIONNELLE À L'IMPÔT DES PERSONNES PHYSIQUES

Les communes bénéficient en premier lieu de la taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques, qui est prélevée par l'État fédéral. Son montant est repris au bas de l'avertissement-extrait de rôle que le contribuable reçoit de l'administration fiscale (voir la fiche 1 ci-dessus).

POUR PLUS D'INFORMATIONS :

<http://fiscus.fgov.be/interfaoiffr/ippTC/ippTC.htm>

LES DIVERSES TAXES COMMUNALES

En plus de la taxe additionnelle, chaque commune peut, dans le cadre de sa compétence propre, choisir de taxer ou non telle situation. Il n'y a donc plus d'uniformité entre les communes. Il faut dès lors s'en référer au site de la commune concernée pour connaître son système de taxation.

Parmi les taxes communales les plus fréquentes, citons :

- les taxes de stationnement sur la voie publique ;
- les taxes pour l'occupation de l'espace public ;
- les taxes sur les activités ambulantes et foraines ;
- les taxes sur les antennes paraboliques.